

Le retour du peuple

Ricardo Peñafiel

Numéro 795, mars–avril 2018

Tumultes politiques : décoder les temps présents

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87795ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Peñafiel, R. (2018). Le retour du peuple. *Relations*, (795), 24–27.

LE RETOUR DU PEUPLE

La figure du peuple, en cristallisant l'égalité de toutes les luttes populaires, peut servir de rempart non seulement contre le populisme de droite, mais aussi contre l'élitisme du gouvernement représentatif et la gauche autocratique.

Ricardo Peñafiel

L'auteur est professeur associé au Département de science politique de l'UQAM

Le populisme est un concept aussi populaire qu'imprécis. Servant à dénigrer une chose et son contraire, les usages du terme *populisme* trahissent également une peur du peuple de la part des élites gouvernantes, rejetant du côté de la démagogie toute critique à leur égard. Le peuple n'existant que de manière représentée, on pourra toujours taxer de manipulation son interpellation. De ce fait, désenchantée, la gauche parlementaire occidentale a pratiquement abandonné l'appel au peuple, au profit de figures plus neutres comme celles de la société civile, la citoyenneté ou les droits, laissant le champ libre à la droite pour parler « au nom du peuple », pour reprendre le slogan du Front national de Marine Le Pen lors de la dernière présidentielle française. Or, ne serait-il pas possible, en suivant la proposition théorique d'Ernesto Laclau¹, de concevoir une manière réflexive de construire l'unité du peuple sans le réifier ni écraser les différences ?

Qu'est-ce que le populisme ?

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a attisé une nouvelle flambée de discours décrivant le populisme dans l'espace public. Cependant, l'anathème du populisme n'est pas seulement dirigé contre Trump, Boris Johnson au Royaume-Uni ou Marine Le Pen en France ; il est lancé contre tout leader remettant en question le système, qu'il soit de droite ou de gauche. Ainsi, la critique somme toute rationnelle du système socioéconomique et politique étasunien par Bernie Sanders se retrouvait-elle dans le même sac que les élucubrations misogynes, racistes et mythomanes de Trump. De même, qu'est-ce qui pourrait sérieusement relier Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen ?

Ce problème n'est pas nouveau. Comme le montrent parallèlement Ernesto Laclau et le politologue étasunien Kurt Weyland², la plupart des théorisations du populisme posent le caractère hétéroclite du phénomène (qui peut être multi-classe, pluri-idéologique, de gauche ou de droite, modernisateur ou traditionaliste, rural ou urbain, etc.) pour aboutir à des définitions tout aussi éclectiques qui cumulent soit des cas contradictoires au sein d'un même concept, soit des « exceptions » pour en arriver à un concept « Cendrillon » ne trouvant jamais de pied pouvant chausser son soulier de verre.

Si les sciences sociales éprouvent de la difficulté à définir le populisme, la confusion atteint son paroxysme dans l'espace public, où l'invective politique côtoie la mauvaise foi et les raccourcis faciles. On est toujours le populiste de quelqu'un

d'autre. On baisse les impôts ? Populisme fiscal ! On cherche à améliorer les droits et les services sociaux ? Populisme dépensier (*free-spending populism*) ! On critique le fait que « la classe politique qui gouverne depuis 30 ans [...] a toujours choisi ses amis – les grandes entreprises, les firmes d'ingénieurs, le lobby des médecins – avant le peuple québécois », comme l'a fait Gabriel Nadeau-Dubois ? Populisme de gauche ! Et ainsi de suite...

La démocratie a toujours été tumultueuse.

C'est l'oligarchie ou l'aristocratie parlementaire qui prétend remplacer la confrontation d'intérêts divergents par la discussion pacifiée entre notables.

L'ambivalence ou la polysémie du terme autant que du concept s'explique aussi par le fait que le populisme, comme le politique en général, cherche à réaliser quelque chose d'intrinsèquement ambivalent : l'unité du peuple. Or, le peuple n'a aucune valeur en soi. Nommer le peuple, c'est le constituer : donner sens et valeur à une masse porteuse de positions divergentes. L'incapacité à définir le populisme vient précisément du fait qu'on cherche l'unité du phénomène dans des contenus, forcément divergents, alors que, comme le montre Laclau, la spécificité du populisme réside dans sa capacité à *articuler* des intérêts (ou des contenus) différents, voir divergents, au sein d'un mouvement politique structuré autour d'un symbole commun : le peuple.

La négation et la réinvention du peuple

Le peuple n'a jamais eu d'existence autre que symbolique ou imaginaire dans le champ politique. Pourtant, avec la destruction néolibérale de la plupart des institutions démocratiques, la marchandisation du social et le désenchantement du monde, l'idée même d'interpeller le peuple a été abandonnée par les élites politiques. Cette désaffection a laissé le champ libre à l'extrême droite et, de plus en plus, à la droite tout court, pour « construire » ou « re-présenter » le peuple en fonction de valeurs soi-disant « primordiales », comme la « nation » (de souche), les « valeurs » catholiques (imposant, derrière une laïcité de façade, des institutions catholiques sécularisées) ou l'âge d'or du salariat industriel (*Make America Great Again*). Ce recours à des solutions faciles anti-mondialisation, anti-immigration (xénophobes et islamophobes) et (souvent mais pas toujours) racistes, masculinistes et homophobes, est généralement associé au populisme. Or, la gauche aussi se fait traiter de populiste lorsqu'elle critique la mondialisation néolibérale et la complicité des élites au pouvoir.

L'idéologie néolibérale ayant pénétré l'ensemble des institutions, quiconque s'oppose au libre-échange, à la «rigueur» (austérité) budgétaire et à la marchandisation de la société sera aussitôt soupçonné de populisme (sinon d'utopisme ou d'irréalisme). Ainsi, le postulat de la dénonciation du populisme (de gauche comme de droite) par les élites libérales réside avant tout dans le fameux «TINA» de Thatcher : «*There is no alternative*» ou le soi-disant Consensus de Washington.

Une démocratie sans *demos*

Une autre idéologie, plus ancienne, est également à la base du rejet libéral du populisme, soit la démocratie représentative. Comme son étymologie l'indique, le populisme désigne un système de sens (*isme*) structuré autour du peuple (*populus*). La démocratie, censée désigner un système politique où le pouvoir (*kratos*) est au peuple-citoyen (*demos*), devrait être populiste par défaut, puisque «*populus*» n'est que le terme latin pour désigner le «*demos*» grec. Toutefois, dans le cas du populisme, le *populus* réfère davantage à la plèbe (bas peuple) qu'au citoyen (patricien). Car cette foule, vulgaire et tumultueuse, menacerait les institutions («démocratiques») en se laissant flatter par des démagogues détournant l'assemblée du *peuple* de la raison, en appelant plutôt à ses passions.

Pourtant, la démocratie a toujours été tumultueuse. C'est l'oligarchie ou l'aristocratie parlementaire qui prétend remplacer la confrontation d'intérêts divergents par la discussion pacifiée entre notables. Les passions sont précisément le mobile faisant en sorte que le citoyen «quelconque» quitte la quiétude

de son espace privé pour participer à l'élaboration de la norme commune. La plèbe n'ayant pas de titres à gouverner, toute forme d'expression de sa part est assimilée aux «passions» (opposées à la raison), aux cris (opposés à la discussion), à la violence ou à la démagogie. Démagogie qui, soit dit en passant, selon l'étymologie, signifie simplement «art de guider le peuple».

La «haine» ou, du moins, la crainte de la démocratie de la part de plusieurs philosophes politiques, dont Platon, mais également des pères fondateurs du *gouvernement représentatif*, réside dans cette distinction entre la *plèbe* (ou la populace) et le *peuple* (abstrait des Constitutions). Dans la conception libérale hégémonique de la démocratie, le peuple, abstrait, composé de l'ensemble des citoyens, ne peut exister politiquement que représenté par les patriciens ou les aristocrates. Ce qu'on appelle aujourd'hui la démocratie n'est donc qu'une forme d'aristocratie plébiscitée où les «meilleurs» (*aristoi*), choisis par la plèbe au vote majoritaire, gouvernent à la place du peuple. Paradoxalement, la dénonciation de ce détournement de sens est considérée comme populiste (lire anti-démocratique) par les élites gouvernantes...

Des populistes «des deux côtés»

S'il est effectivement inquiétant de voir des «démagogues» attiser les pires préjugés nationalistes, racistes et patriarcaux, il ne faut pas oublier que ces préjugés ne sont pas tant fondés sur des croyances «populaires» (appartenant spécifiquement au peuple) que sur d'anciennes politiques d'État aujourd'hui

L'INDÉPENDANTISME QUÉBÉCOIS EN RECONFIGURATION

David Sanschagrin

L'auteur est candidat au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal

Depuis 1976, le système partisan québécois est marqué par une alternance au pouvoir entre le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ). Or, la tendance lourde dessinée par les sondages des derniers mois verrait le PQ supplanté par la Coalition avenir Québec (CAQ) comme gouvernement en attente. Il ne faut pas s'en étonner : lorsque le PQ met en veilleuse la souveraineté, son aile droite se vide pour rejoindre les rangs de la CAQ, au conservatisme culturel plus assumé. Après tout, le mouvement nationaliste plonge en partie ses racines dans la droite catholique et corporatiste. Ce n'est que la souveraineté qui a pu la fédérer avec les forces nationalistes progressistes.

L'Alliance laurienne, premier parti indépendantiste, revendiquait dès 1957 la «souveraineté» de la «République de

Laurentie». Ce projet théologico-politique s'opposait à l'ordre colonialiste *canadian* et aspirait à la survivance de la «race» canadienne-française ainsi qu'au maintien de sa «mission catholique et française». Cette nation s'épanouirait dans une économie corporatiste où l'État s'assurerait que tous les organes travaillent au bien commun.

Or, ce nationalisme s'est révélé déphasé dans le Québec des années 1960 qui lançait un projet de modernisation socio-politique animé par deux courants nationalistes. Le premier, indépendantiste et socialiste, prenait appui sur le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) qui, dès 1964 sous Pierre Bourgault et André d'Allemagne, défendait un projet de société conjuguant indépendance, égalité sociale et démocratie forte.

Le second, néo-nationaliste et majoritaire, était présent au PLQ (sous Jean Lesage, Robert Bourassa et Claude Ryan), au sein de l'Union nationale (sous Daniel Johnson) et au PQ. Désormais balisé par la langue et le politique, le néo-nationalisme proposait une identité plus inclusive et valorisait l'affirmation nationale du Québec (par une autonomie forte ou encore par la souveraineté-association). Mais il reprenait l'idée conservatrice d'une économie néo-corporatiste, incarnée notamment dans les sommets tripartites (État, patronat et syndicats) devant produire un consensus national.

Le néo-corporatisme de la Révolution tranquille promouvait le bien commun et légitimait les syndicats, mais étouffait les

remises en question, notamment par des luttes populaires concernant l'égalité des droits et, plus spécifiquement, l'égalité de quiconque à participer à l'élaboration du droit (*isonomie*).

Le populisme de droite réagit à la perte de sens, de revenus et de stabilité relatifs à la mondialisation néolibérale, en l'assimilant à un multiculturalisme ou à un relativisme culturel issus de la traduction dans le droit individuel de luttes populaires pour l'égalité; comme si les droits acquis par des femmes, des immigrants et des minorités étaient responsables de la perte de puissance des *Angry White Males*, ces «hommes blancs en colère». Pourtant, les luttes populaires contre l'instauration d'une anti-société néolibérale mondialisée sont également décriées comme populistes ou placées dans le même continuum de radicalité et de violence que l'extrême droite. Que ce soit à Charlottesville ou à Québec, on blâme la violence «des deux côtés».

Les signifiants vides

et la construction démocratique du peuple

Il est pourtant possible et nécessaire de parvenir à construire un «camp populaire» qui, sans réifier la supériorité des «valeurs du peuple» et sans s'étioler dans une myriade de luttes particularistes, parvienne à faire front commun contre la destruction du social par le néolibéralisme autant que par le populisme de droite et à proposer un projet de société rassembleur dans lequel plusieurs mondes puissent cohabiter.

Dans les faits, cela se produit fréquemment et s'est produit ces dernières années au Québec, lors du «Printemps érable»,

tout comme en Espagne avec les Indignés, en Grèce et ailleurs avec Nuit debout, *Occupy*, les Printemps arabes, etc. Ces récents «printemps des peuples» sont une forme «spontanée» de construction du peuple qui a permis la convergence d'une immensité de luttes divergentes derrière des «signifiants vides» les symbolisant toutes.

La théorie des signifiants vides a été élaborée par Ernesto Laclau pour rendre compte des processus de constitution du peuple (ou d'un quelconque sujet historique) sans en postuler le sens ou la nécessité. En effet, alors que les révolutionnaires marxistes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles postulaient que le prolétariat était le sujet de l'Histoire, de son côté, le fascisme ou, plus globalement, le nationalisme, leur coupant l'herbe sous le pied, faisait l'unité du peuple sur une base symbolique tout autre mais terriblement efficace. Pourtant, l'unité du peuple (ou des peuples) a pu se faire sur des bases pacifistes (contre la guerre du Vietnam, par exemple), anti-impérialistes (luttes de libération nationale), religieuses (islam, théologie de la libération), etc. Dans tous les cas, cependant, l'unité derrière une lutte commune masque la diversité des luttes nécessaires pour produire un changement social historique.

La théorie des signifiants vides cherche à rendre compte des processus généraux de cette «raison populiste» permettant de passer d'une diversité de luttes à l'unité du peuple. Précisons, d'abord, qu'un signifiant ne peut jamais être vide, dans la mesure où il est nécessairement lié à un signifié. L'usage de cet oxymore vise à mettre l'accent sur le fait que, pour pouvoir

antagonismes de classe au nom de l'intérêt national: développer les affaires et la finance francophones. Le bien commun était à la remorque des avancées de la bourgeoisie. Dans le contexte keynésien, la nouvelle bourgeoisie (Québec inc.) s'est «co-construite» avec l'État. La population bénéficiait alors du développement de l'État social et le gouvernement jouissait d'une position de force dans ses rapports avec l'État canadien.

La morosité économique et l'échec référendaire de 1980 ont toutefois mené au repli national et au néolibéralisme, en lieu et place d'une politique d'affirmation. Dès lors, le corporatisme oubliera l'idée de bien commun, la bourgeoisie s'opposera à l'État social et, avec la mise en veilleuse de la souveraineté, on assista au déclin politique du Québec dans le Canada. La deuxième défaite référendaire accentua ces tendances lourdes. D'ailleurs, le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, qui légitima la gouvernance austéritaire du gouvernement Bouchard, est un exemple paradigmatique de ce nouveau contexte, qui a exacerbé le conservatisme culturel.

Si le nationalisme conservateur est passé sous l'écran radar après 1960, il ne faut pas oublier que le PQ provient de l'union, en 1968, de dirigeants libéraux (René Lévesque), de hauts fonctionnaires (Bernard Landry) et d'un parti conservateur et catholique (le Ralliement national). Ce groupe hétéroclite rejetait le radicalisme du RIN et s'opposait à l'influence des rinistes qui intégrèrent le PQ, formant son aile gauche (parti-

cipationniste) qui lui rappelait constamment l'importance d'un projet de société.

Lorsque Lévesque lança la première vague austéritaire et accepta le «Beau risque», l'aile participationniste quitta le PQ au profit de l'aile droite et d'un état-major pragmatique. Le PLQ connut un virage similaire après Bourassa: il devint résolument canadien et lia le développement économique du Québec au déclin de l'État social et au progrès de la bourgeoisie. Ainsi, depuis 1996, péquistes et libéraux s'entendent bizarrement sur une gouvernance austéritaire plus (PQ) ou moins (PLQ) revendicatrice face à l'État canadien.

Face à la dissolution du politique dans l'économie et au repli national, les nationalistes conservateurs proposent, comme «sortie de secours», une politique populiste de renouvellement culturel de la nation (résumée par le «Nous») jugée en déclin sous les assauts (élitistes) de la mondialisation, du multiculturalisme *canadian* et de l'immigration.

Paradoxalement, le néolibéralisme corporatiste et le nationalisme conservateur s'opposent, se nourrissent et se juxtaposent dans un cocktail toxique, qui enflamme la division sociale (entre le «Nous» et les «Autres», entre classes sociales) et pourrit le débat public. Dans ce contexte, la promotion sans compromis de l'indépendance semble la seule voie prometteuse pouvant fédérer les nationalistes autour d'un projet de société et d'une vision plus inclusive de la nation.

devenir le symbole d'une série de luttes, une position parmi d'autres doit se vider de son sens propre pour référer à l'ensemble du social. Pour reprendre l'exemple du « Printemps érable », la grève a cessé d'être étudiante pour devenir une lutte populaire au moment où elle a cessé de ne « signifier » qu'un conflit étudiant portant sur la hausse des frais de scolarité pour se mettre à résonner (et à raisonner), à travers les casseroles, les marches de nuit ou lors de la Journée de la Terre, dans diverses luttes : contre le plan Nord, le gaz de schiste, le pétrole à Anticosti, la marchandisation du monde, l'autoritarisme de la loi spéciale et la corruption du gouvernement Charest.

Ainsi, une position n'a pas besoin de *s'imposer* aux autres pour devenir leur symbole rassembleur, dans la mesure où cette convergence se fait sur la base de « chaînes d'équivalence » négativement constituées. Pour le dire autrement, rien ne relie, en soi, le conflit étudiant au plan Nord, au pétrole d'Anticosti ou à toute autre lutte, si ce n'est leur commune relation d'opposition à un système qui les nie toutes « également », bien que chacune différemment – en l'occurrence, le gouvernement Charest.

Bien que négativement constituée, cette convergence stratégique de positions divergentes autour d'un signifiant vide engendre de nouvelles subjectivations politiques bien concrètes (positives) passionnellement engagées contre un « ennemi » commun. Le défi est de faire perdurer dans le temps cette convergence des luttes sans que le

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuerelations.qc.ca

symbole ne devienne plus vrai que le réel, au point de nier les droits de ses diverses composantes. Une manière de faire en sorte que le peuple (*demos*) n'ave pas la plèbe est de se regrouper autour du postulat d'égalité implicite, autant dans les luttes des « sans parts » lorsqu'ils et elles réclament leur juste part, que dans la constitution de « chaînes d'équivalence » derrière un ennemi commun (postulant ainsi l'égalité entre toutes les luttes).

Au nom de l'égalité, personne ne peut légitimer l'exclusion de quiconque. C'est là la spécificité du « vrai » populisme de gauche (c'est-à-dire démocratique), qui non seulement peut servir de rempart contre le populisme de droite (ou contre une gauche autocratique), mais aussi contre l'élitisme du gouvernement représentatif. ☺

1. E. Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

2. K. Weyland « Clarifying a Contested Concept: Populism and the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n° 1, octobre 2001.



Christian Tiffet,
Repli national, 2018